



UNION INTERFEDERALE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries

75010 – PARIS

Tél. : 01.44.83.65.55

e-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr

Communiqué de Presse

DÉPENSES PUBLIQUES : L'UIAFP-FO DIT NON À L'AUSTÉRITÉ

Le Premier ministre a annoncé ce week-end son plan de rigueur concernant la réduction des déficits publics. Cette annonce fait suite aux déclarations du Chef de l'Etat à l'occasion de la conférence des déficits publics du 20 mai dernier. En annonçant un plan de 100 milliards d'euros d'économie d'ici 2013 dont 45 milliards de réduction des dépenses publiques, le Gouvernement entend poursuivre et amplifier ses mesures d'austérité dans la fonction publique.

Ces mesures d'économie vont impacter les trois versants de la Fonction publique (Etat, territoriale, hospitalière) et toucheront, non seulement les fonctionnaires, mais aussi les usagers, notamment les plus défavorisés.

La suppression massive de postes dans la fonction publique se poursuivra, plus de 100 000 ont déjà été détruits à l'Etat depuis 3 ans, et 100 000 autres seraient supprimés d'ici 2013. Les dépenses de l'Etat seraient gelées sur 3 ans, avec une baisse de 10% des budgets de fonctionnement des administrations, et des budgets d'intervention (aides au logement et à la construction, subventions...). Avec des conséquences redoutables à la fois sur le fonctionnement des services, les conditions de travail des agents, et sur le service public rendu aux usagers !

Les établissements hospitaliers ainsi que ceux relevant du secteur médico-social vont subir de sévères restrictions budgétaires. D'ores et déjà le Président de la République a annoncé une baisse de la progression de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM). Il est demandé 600 millions d'euros d'économie dès 2010. La conséquence sur l'emploi hospitalier sera immédiate en terme de suppression massive ! Inéluctablement la qualité des soins et des prises en charge s'en trouvera affectée !

La même cure est réservée aux collectivités territoriales ; le chef de l'Etat les encourage « à réduire leur dépenses dans les mêmes proportions que l'Etat ». Le gel en valeur des dotations de l'Etat aux collectivités locales est d'ores et déjà annoncé. Cela mettra en cause leur capacité à assumer l'intégralité de leurs missions de services publics et menacera en conséquence l'emploi.

Cette politique de rigueur fera subir aux services publics, aux fonctionnaires à leurs statuts ainsi qu'à leurs rémunérations de profondes remises en cause. Les dispositions à l'encontre des fonctionnaires en matière de retraites s'inscrivent dans la même logique.

C'EST INACCEPTABLE !!!

FORCE OUVRIERE condamne cette politique de réduction des dépenses publiques qui va à l'encontre de la croissance. Derrière cette rigueur, c'est la récession qui se profile. Sauvegarder notre modèle social républicain passe par la préservation de la Fonction publique et le partage des richesses.

Paris, le 16 juin 2010